Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1890

Artikel: Hausse du franc : un risque plus qu'une chance
Autor: Erard, Lucien
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009913

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

UBS est repartie pour un tour

Jean-Daniel Delley • 17 novembre 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15957

Tout est oublié, la course au profit pour la banque (et au risque pour la Suisse) peut recommencer

Oswald Grübel [14] l'a annoncé il y a quelques mois déjà: dans trois à cinq ans, le bénéfice d'UBS avant impôt doit atteindre 15 milliards de francs, soit un taux de rendement de 15 à 20%. Pour rappel, la banque dégageait un taux semblable en 2006, avant la crise.

Pour parvenir à un tel résultat, une seule solution: UBS – notamment sa banque d'investissement – doit prendre plus de risques si elle veut rester dans le peloton de tête. C'est ce que vient d'annoncer [15] son patron devant un aréopage d'investisseurs.

Le banquier n'a-t-il donc rien appris des tumultes qui ont failli emporter son établissement en 2008? Ou au contraire a-t-il trop bien compris que l'Etat ne pouvait pas le lâcher. *«Too big to fail»*, UBS a déjà bénéficié d'un prêt public de 60 milliards pour éviter la paralysie de l'économie helvétique. Ce goût du risque – comme l'alcoolique se remet à boire après une gueule de bois – résulte de cette certitude. Or c'est précisément la dimension d'UBS et de Credit Suisse qui rend la Suisse vulnérable à l'aventurisme financier de ces deux géants.

Deux géants dont les bilans cumulés représentent cinq fois le produit intérieur brut du pays. Un record mondial dont la Suisse a tiré fierté, mais dont on sait maintenant à quel point il peut être nocif pour l'économie nationale.

Ce ne sont pas les recommandations de la commission Siegenthaler [16] qui vont désintoxiquer UBS. Point de limitation pour les deux grandes banques dans un marché déjà hyperconcentré; point de limitation non plus du ratio bilan/PIB; pas de système de partition des établissements en cas de problèmes graves, ce qui permettrait de sauvegarder les secteurs indispensables à l'économie helvétique et de laisser couler les autres; pas d'interdiction du commerce en nom propre et des constructions financières périlleuses qui ont mis UBS à genoux.

Dès lors on ne s'étonne pas que les représentants des banques dans la commission aient pu avaliser ce rapport. La mesure vraiment efficace – une limitation de l'endettement en fonction du bilan – n'est même pas évoquée. Le besoin en fonds propres sera déterminé sur la base des actifs à risque, risque évalué par les banques elles-mêmes.

Il reviendra au Parlement d'adopter le paquet de mesures annoncé par le Conseil fédéral. Les députés auront-ils le courage d'affronter les banques et de rompre avec l'attitude de respect, d'admiration et de complaisance du monde politique qui a prévalu jusqu'à présent?

Hausse du franc: un risque plus qu'une chance

Lucien Erard • 16 novembre 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15942

Le dilemme au cœur de l'action menée par la Banque nationale

Lorsque la Banque nationale suisse veut empêcher la hausse du franc, elle achète des devises et donc vend du franc. Prenons un exemple. Lorsqu'elle achète pour 30 milliards d'euros à 1.50 CHF et que le cours du franc tombe à 1.30, la BNS enregistre une perte de 6 milliards de francs dans sa comptabilité.

Prétendre dans ce cas, comme le font certains [17] , que la population suisse a perdu cet argent est un peu court. Pour acheter ces 30 milliards d'euros, la BNS a simplement fait marcher la planche à billets. Elle a créé, *ex nihilo*, 45 milliards de francs qu'elle a utilisés pour acheter de

l'euro. Ces euros ne lui ont donc, en un sens, rien coûté. La Suisse et les Suisses ne se sont donc pas appauvris mais enrichis de 30 milliards d'euros. Certes, à ce jeu, la confiance dans notre monnaie pourrait s'en ressentir, ce qui ferait alors baisser le cours du franc. Or c'est le but de l'opération et c'est ce qui permettrait, accessoirement, à la BNS de revendre à bon compte ces 30 milliard d'euros et de rééquilibrer ses comptes.

Une banque centrale n'a pas pour vocation première de réaliser des bénéfices. Et si la BNS s'est refusée durant des décennies à distribuer des bénéfices pourtant faramineux, c'était pour éviter que l'appât de gains faciles conduise le monde politique à l'empêcher de remplir son véritable objectif: la stabilité de la monnaie. Reprocher aujourd'hui à la BNS ses pertes plutôt que de l'encourager à lutter contre la hausse de la monnaie nationale, comme le fait la Chine à grande échelle (elle est critiquée par Obama [18]) et comme a fini par le faire même le Japon [19] , c'est faire bon marché de cet objectif.

En réalité, le dilemme est ailleurs. Un franc fort permet aux Suisses d'acheter des produits et services étrangers à un meilleur prix. Mais il renchérit ce que nous produisons en Suisse par rapport aux biens et services produits à l'étranger: nos prix ne sont plus compétitifs, à l'exportation comme sur le marché suisse.

Certains y voient un stimulant incitant à rationaliser, à investir et à comprimer les coûts. Pourtant pour beaucoup d'entreprises, un renchérissement du franc signifie la perte de marchés, la réduction des marges bénéficiaires, l'incitation à délocaliser et parfois la faillite. A chaque poussée de fièvre du franc, ce sont des emplois perdus et des entreprises qui disparaissent. A l'inverse, la baisse des taux de change ouvre de nouvelles perspectives, de nouveaux marchés, stimule la relance et l'emploi. Aujourd'hui, l'Europe, et notamment l'Allemagne, notre premier partenaire économique, profitent directement de la baisse de l'euro.

La stabilité des monnaies est un atout considérable. D'où la création de l'euro et la coordination internationale des politiques monétaires. La Suisse n'a donc pas à se réjouir de l'attractivité de sa monnaie et de se retrouver seule à la défendre (DP 1882 [20]).

Aide sociale par les transports gratuits: c'est l'échec!

Albert Tille • 20 novembre 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15989

La politique des transports trop souvent détournée par les fausses bonnes idées

Fausse bonne idée au parlement vaudois. Avec son groupe, le député POP Bernard Borel milite pour la gratuité des transports publics. Après un échec cuisant d'une première initiative sur la gratuité généralisée, il propose [12] une gratuité sur l'ensemble du canton pour les jeunes en formation, les chômeurs, les bénéficiaires du revenu d'insertion et les retraités touchant les prestations complémentaire de l'AVS. On cumulerait ainsi deux bienfaits: une aide sociale et la promotion des transports publics. C'est encore un échec. A courir deux lièvres à la fois, on ajuste mal son tir.

La stratégie d'aide sociale du gouvernement est mieux ciblée. Le conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard a ficelé un paquet pour lutter contre la précarité. Le renforcement du revenu d'insertion, les prestations complémentaires pour les familles pauvres, la rente-pont pour les chômeurs en fin de droit, les assurances perte de gain seront financés par des prélèvements sur les salaires. Le succès politique de ce projet semble assuré. Les personnes en situation précaire préfèreront disposer de meilleurs revenus que de bénéficier de la gratuité des transports dont elles n'auront souvent pas l'utilité.

Le besoin de transport pour les jeunes en formation est fort diversifié. Les communes sont responsables de ce secteur. Les bus scolaires fonctionnent en zones rurales. Dans les villes, les transports publics prennent la relève. Depuis la rentrée scolaire